

PRESS RELEASE



DJIBOUTI

**Discours prononcé par
Son Excellence M. Mohamed Siad Doualeh
Ambassadeur, Représentant Permanent
De Djibouti auprès des Nations Unies**

**Lors du Débat Général de la
80ème session de l'Assemblée Générale
des Nations Unies**

Le Lundi 29 Septembre 2025

Prière de vérifier à l'audition

Madame la Présidente,

Je souhaiterais de prime abord réitérer nos vives félicitations à Son Excellence Madame Anna Baer Book, Présidente de l'Assemblée Générale pour cette session historique qui coïncide avec la commémoration du 80^{ème} anniversaire de la création des Nations Unies. Le thème que vous avez retenu pour cette session : «Mieux ensemble: bâtir la paix, promouvoir le développement et garantir les droits humains» définit d'une manière éclairante la quête patiente, méticuleuse et scrupuleuse de la communauté internationale depuis la signature de la Charte des Nations Unies il y 80 ans.

Nous pouvons être fiers des résultats obtenus et des nombreux succès enregistrés par notre organisation. En dépit d'un contexte difficile, rien ne doit entamer notre détermination à construire un monde moins inégalitaire, plus solidaire, pacifié et prospère. Notre gratitude va à l'endroit de votre prédécesseur, M. Philémon Yang pour son ouverture, son leadership et ses efforts continus tout au long de la session qui vient de s'achever.

Madame la Présidente,

Au cours de ces huit décennies passées, le rôle des Nations Unies a été déterminant dans le soutien aux processus de décolonisation en Afrique et en Asie, la Résolution de conflits, la Prolifération nucléaire, le Combat contre la Pauvreté et le Changement climatique, la Promotion des Droits de l'Homme ainsi que la Gestion des risques de pandémies. Les Nations Unies, conscientes de la nécessité d'affiner ses outils, a continuellement entrepris les réformes nécessaires afin de toujours mieux s'acquitter de son mandat et de répondre aux défis du moment. Sous le leadership du Secrétaire Général actuel, et à la demande des États Membres, devant le constat de la lenteur dans la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable et dans le but de bâtir un multilatéralisme plus inclusif, plus efficace et plus interconnecté, nous avons adopté les recommandations contenues dans le rapport majeur intitulé notre agenda commun.

Devant l'imprévisibilité de l'avenir et l'aggravation de certaines tendances de nature à miner la coopération internationale ainsi que l'émergence de défis nouveaux, les contractants que nous sommes ont adopté un Pacte pour l'avenir qui comprend un Pacte pour le numérique et une déclaration sur les générations futures. Convaincus qu'il nous faut bâtir un monde meilleur où nous serons mieux ensemble, nous avons

convenu d'un programme ambitieux couvrant des questions aussi importantes que la Paix et la Sécurité, le Développement Durable, le changement climatique, la Coopération numérique et en particulier veiller à faire de l'Intelligence Artificielle une technologie qui profite à tous, les Droits humains, l'Égalité des sexes, la Jeunesse et les Générations futures ainsi que la Transformation de la Gouvernance Mondiale.

Ces accomplissements ne peuvent cependant masquer les conséquences dévastatrices causées par la fragmentation géopolitique et géoéconomique en cours. Les conflits prolifèrent et s'enlisent de l'Ukraine au Soudan, en passant par le Sahel. L'horreur indicible continue à Gaza, les enfants y sont impunément assassinés au quotidien et la famine est utilisée comme arme de guerre sans que la Communauté internationale ne puisse efficacement arrêter le génocide en cours comme vient de le confirmer le rapport de la Commission d'enquête des Nations Unies en date du 16 Septembre élaboré sous la direction de la Juge Navi Pillay. Les normes régissant l'usage de la force sont violées avec une régularité effrayante comme l'illustrent les bombardements, les raids et les assassinats extra territoriaux conduits par Israël. Nous condamnons l'agression terroriste contre le Qatar et la violation de sa souveraineté et intégrité territoriale. Au nom du Président de la République S.E. ISMAEL OMAR GUELLE, nous réaffirmons notre solidarité à l'Émir Son altesse Cheikh Tamim Bin Hamad Al Thani ainsi que le Gouvernement et Peuple frère du Qatar.

Le Conseil de Sécurité est paralysé par le recours devenu systématique du véto, le Droit International et les normes qui nous ont guidé jusque-là sont dangereusement remis en cause, la crise de confiance entre États est aggravée par la grave crise de liquidités due à la persistance d'arriérés de contributions.

Madame la Présidente,

La République de Djibouti salue l'adoption récente du Compromis de Séville, issu du Forum sur le Financement du Développement. Cet accord constitue, à nos yeux, une étape importante dans la quête d'un système financier international plus équitable, plus solidaire au service des Objectifs de Développement Durable. Les chiffres sont tout aussi éloquents qu'alarmants :

- Le monde est confronté à un déficit annuel de 4000 Milliard de Dollars pour atteindre les ODD ;
- Les Pays en voie de Développement paient plus en service de la dette qu'ils n'investissent dans la Santé ou l'Éducation. En 2023, 1400 Milliards de Dollars ont été consacrés au service de la dette dans les pays à revenu faible et intermédiaire ;

- Plus de 50 pays dépensent aujourd'hui plus de 10% de leurs recettes publiques uniquement pour rembourser leur dette. Dans certains cas, ce taux dépasse les 20%.
- L'aide publique, quant à elle, accuse un recul préoccupant.

Selon les derniers rapports des Nations Unies, seulement 17% des cibles sont en bonne voie d'être atteintes d'ici 2030 tandis que 37% sont en stagnation ou en régression. Aucun des 17 objectifs n'est en passe d'être atteint dans sa totalité. La faim augmente, les inégalités se creusent et les conséquences du Changement climatique frappent plus durement les pays qui ont le moins contribué au problème.

Djibouti, bien que très faible émetteur, subit les conséquences disproportionnées de cette crise : Sécheresses prolongées, Raréfaction des ressources en Eau, Désertification accrue, Vagues de chaleur extrêmes et Élévation du niveau de la mer qui menace directement nos zones côtières où vit la majorité de la population. Nous sommes convaincus comme nous l'avons rappelé récemment lors du Deuxième Sommet Africain sur le Climat à Addis Abeba que l'urgence appelle d'abord à une stratégie d'adaptation efficace.

À Djibouti, le Sovereign Carbon Agency collecte les contributions carbone sur la base du principe « pollueur payeur » et les transforme en projets d'adaptation pour les communautés affectées.

Le compromis de Séville suscite un nouvel espoir : il appelle à une Réforme de fond, à une Gouvernance financière plus inclusive et répond aux aspirations de longue date des Pays du Sud. Les engagements qu'il contient doivent être honorés. Il ne faut pas qu'il devienne un texte de plus dans les archives du multilatéralisme. Il doit servir de base à un nouveau contrat mondial, fondé sur une solidarité concrète, la responsabilité et l'ambition partagée.

Madame la Présidente,
Monsieur le Secrétaire General

Djibouti is committed to transforming its strategic geographic and infrastructural advantages from primally a transit leader to a fully integrated industrial partner for East Africa and beyond.

In line with its national development plan “Djibouti ICI”, we will pursue inclusive sustainable industrialization that adds local value, create more employment and benefits its neighboring countries.

Mesdames, Messieurs,

Monsieur le Secrétaire Général,

Djibouti will leverage its free trade zone, ports and logistics infrastructures to attract light manufacturing, agro-processing, packaging and assembly industries that serve regional demand.

Djibouti is a strong believer in regional integration, where each country develops and leverages its comparative advantage to contribute to shared growth and stability. Djibouti is and will always remain a serious, reliable, committed and constructive partner to countries in the region and its many friends all around the world.

Just two days ago, on September 27th, Djibouti achieved its first UNESCO Biosphere Reserve Status with the designation of the Archipel des Sept Freres, Ras Syan, Khor Angar and – Godoria Biosphere Reserve.

This major historic steps which underlines on country's commitment to environmental stewardship strengthens our resolve to develop Djibouti's potential to become a premier destination for eco-tourism.

Madame la Présidente,

Nous nous félicitons des progrès accomplis en Somalie dans les efforts de mise en œuvre des priorités nationales, le Programme de Développement national et le Plan de stabilisation.

Nous demeurons cependant préoccupés par la menace que continue à poser la milice terroriste Al Shabab. Nous saluons la contribution des Forces somaliennes, de l'Union Africaine et des autres forces opérant légalement dans la lutte contre Al Shabab et reconnaissons les sacrifices immenses consentis. Nous soulignons l'importance cruciale de garantir aux Forces africaines de l'AUSSOM les ressources prévisibles, en volume suffisant afin de leur permettre de s'acquitter de leur mandat dans les meilleures conditions.

Djibouti est un contributeur important de l'Union Africaine en Somalie, puis de sa Transition (ATMIS) avec des Troupes stationnées dans des secteurs clé suivants : Belet Weyne, Bula Hawa et Jalalaqsi dans la région de Hiiran, état de Hir Shabaleey. Face à la montée des attaques terroristes, Djibouti a répondu à l'appel de la Somalie en signant un nouvel Accord en juillet 2025 permettant le déploiement additionnel de Forces djiboutiennes afin de renforcer les efforts de stabilisation dans le pays. Il nous faut collectivement apporter un soutien robuste au Gouvernement

somalien afin de l'assister dans ses efforts. Nous ne pouvons tolérer que ces milices terroristes poursuivent leur campagne meurtrière contre les populations civiles, les Forces somaliennes et les partenaires internationaux et ferment les couloirs humanitaires.

Madame la Présidente,

Nous sommes extrêmement préoccupés par la poursuite des hostilités au Soudan dans ce conflit fratricide qui dure depuis plus de deux ans. Le bilan en perte de vies humaines est lourd, la destruction d'infrastructures civiles coûteuses perturbe les services essentiels tels que l'Eau, la Santé et l'Électricité. La détérioration continue de la situation sécuritaire et humanitaire cause des déplacements massifs de populations. Le Soudan, avec plus de 30 Millions de personnes en besoin d'assistance selon les chiffres des Nations Unies, est confronté à une situation humanitaire catastrophique qui exige une réponse immédiate et coordonnée de la Communauté Internationale.

Nous appelons à la fin immédiate des opérations militaires et à l'instauration d'un cessez-le-feu durable, en écho aux précédentes résolutions régionales visant à désamorcer le conflit. Djibouti enfin réaffirme son attachement à la Souveraineté, à l'Intégrité Territoriale, à l'Unité Nationale et à la Stabilité du Soudan, conformément aux

engagements régionaux et internationaux. Nous réaffirmons notre volonté de travailler en partenariat avec les acteurs régionaux et internationaux désireux de trouver une issue pacifique et durable à la crise et appelons en tout temps à placer au centre de nos efforts les intérêts de la population soudanaise et la stabilité régionale.

Madame la Présidente,

Lors de la signature de la Charte des Nations Unies et de la Création des Nations Unies, la Communauté Internationale, tirant les leçons de la Ligue des Nations, s'était engagée à tout mettre en œuvre afin d'épargner à l'humanité le fléau d'une Guerre Mondiale. Il semble que la promesse d'un monde sans guerre ne soit pas tenue car nous faisons malheureusement face encore aujourd'hui à un certain nombre de situations de conflits, certaines d'entre elles particulièrement horribles. Le conflit le plus dévastateur, aussi vieux que les Nations Unies, demeure l'agression continue d'Israël et l'occupation de ses terres. L'horreur indicible qui y règne exige une action urgente de la Communauté, au-delà des mots et des condamnations sans conséquences.

À Gaza et au West Bank, pour les Israéliens, tuer semble être la plus innocente des occupations. Pendant que la Communauté Internationale s'attelle à la revitalisation de la solution à Deux États, Israël, elle, est

occupée à enterrer non seulement l'idée de Deux États mais également la possibilité future d'un État Palestinien viable et Souverain. Leur vœu le plus cher, c'est de compromettre la solution à Deux États et d'enterrer la

Paix sous les décombres de la Colonisation et de la Militarisation. Mais c'est bien sûr une mission vouée à l'échec. Le peuple Palestinien est résilient, courageux.

La Communauté Internationale est tout aussi déterminée comme l'illustre la résolution adoptée par une vaste majorité des États Membres à l'Assemblée Générale ainsi que les résultats très encourageants de la Conférence internationale du 22 septembre co-présidée par l'Arabie Saoudite et la France. Nous ne le répéterons jamais assez ! La solution à Deux États est la seule capable de répondre aux aspirations légitimes du Peuple Palestinien et de faire advenir une Paix durable.

Djibouti encourage les efforts de paix en cours afin qu'ils puissent produire le résultats escomptés. Judge Navy Pillay recently admonished : « The Security Council must not be the graveyard of conscience: President Guelleh added: “Neither must the General Assembly nor any of the Member States.”

Madam President,
Mr. Secretary-General,

The dispute concerning the Ras Doumeira area and Doumeira Island (and Mount Doumeira) on the land/maritime border with Eritrea as well as the situation of its prisoners of war held incommunicado remain unresolved. As we did in previous years, we renew our readiness to work with our neighbors in order to find a peaceful and negotiated solution on the basis of international law. The Republic of Djibouti solemnly reaffirms in this anniversary year when we celebrate the 80th anniversary of the signing of the Charter of the United Nations, and as required by Article 33 of this fundamental document, its proposal to negotiate either through bilateral means, mediation, conciliation, recourse to the International Court of Justice or arbitration to settle the dispute in a legally binding and definitive manner.

Madame la Présidente,

Monsieur le Secrétaire Général,

Distingués Représentants,

Les Nations Unies, 80 ans après sa création, continuent d'offrir une plateforme et des outils adéquats que nous pouvons affiner davantage afin de mieux vivre ensemble et répondre aux défis complexes auxquels notre monde fait face en matière de Paix et de Sécurité collective, de Développement et des Droits Humains. Nous devons tout mettre en œuvre afin que les Nations Unies ne restent un théâtre symbolique, vigilant sur son image mais sourd aux exigences de réforme, y compris celles du Conseil de Sécurité en accordant à l'Afrique la place qu'elle mérite, réparant ainsi une injustice historique.

Les Nations Unies demeurent plus que jamais essentielles !

Nous ne devons pas en faire une victime expiatoire sacrifiée sur l'autel de nos différences et notre incapacité à instaurer entre nous des liens de confiance solides. Nous devons travailler ensemble afin de donner au multilatéralisme un sens renouvelé et renforcer la Coopération internationale dans l'intérêt de tous les États, petits et grands.

Je vous remercie pour votre attention.